



Appel à la mobilisation

Les départements de l'Ardèche, de la Haute-Loire et de la Lozère sont des départements connus pour leurs élevages ovins. Depuis maintenant deux ans, les agriculteurs de ces départements sont menacés par la présence du prédateur *Canis lupus*. En effet, le loup est de retour sur nos territoires, et menace au plus haut point nos élevages. Nos systèmes de production ont évolué pour répondre aux exigences du marché, de la mondialisation et rester compétitifs malgré les handicaps naturels imposés par les températures et le relief. Quant au climat de prédation concernant le loup, il a toujours été incompatible avec l'activité agricole.

En tant que véritables artisans du paysage de nos départements, en tant que producteurs d'aliments de qualité, en tant que garant de la biodiversité des milieux ouverts, et en tant qu'acteur indispensable au maintien d'une activité socio-économique dans de nombreux territoires, nous nous mobilisons aujourd'hui pour dire NON au prédateur qui menace la pérennité de nos exploitations agricoles. Nos ancêtres ne pouvaient pas auparavant supporter cette menace, nous ne le pouvons pas plus aujourd'hui!

La force de nos territoires réside dans l'unité de ses acteurs. Nos activités socio-économiques sont en effet interdépendantes les unes des autres. Nous ne pouvons pas survivre si l'un d'entre nous disparaît. Quand l'un est menacé, ce sont tous les autres qui le sont aussi. De ce fait, nous faisons appel à toutes ces personnes pour venir témoigner avec nous de la menace que représente le loup dans nos terres.

Après quelques recherches, il s'avère que le *Canis lupus* ne fait pas partie des espèces obligatoirement protégées en France. L'État, sous la pression de certains lobbyings, fait le choix d'inclure cette espèce dans sa liste rouge de l'UICN (Union International pour la Conservation de la Nature). La réglementation mondiale précise pourtant clairement que : « Il faut au moins 1% de la population mondiale pour commencer à mettre des moyens pour la protection ». Or, la population Française de loups ne représente que 0,1% de la population mondiale. C'est pourquoi les mesures de protection qui sont actuellement mises en place restent encore à justifier, et ne traduisent en aucun cas une obligation réglementaire, mais seulement une volonté politique. Une politique non légitime qui nous coûte d'ailleurs cher à tous, puisque la protection de cette espèce coûtait 6,3 millions d'euros en 2006, et atteignait les 12 millions en 2012.

Par conséquent, pour que l'État Français et ses représentants entendent la voix du terrain. Pour que chacun d'entre nous puisse exprimer son désaveu concernant la gestion de ce dossier. Et enfin, pour que l'État Français prenne ses responsabilités, les Responsables syndicaux FDSEA et Jeunes Agriculteurs des départements de l'Ardèche, de la Haute-Loire et de la Lozère appellent à la manifestation :

Rendez vous le VENDREDI 23 AOUT 2013

À LANGOGNE dès 15h, au quartier du pont d'allier

Vous qui œuvrez tous les jours pour nos départements, qui vous investissez pour le développement de ces territoires, vous qu'on peut qualifier d'ambassadeur de nos chers départements, ne restez pas insensibles à cet appel.

Parce que nos avenir sont liés, soyez des nôtres pour dire NON au retour du loup sur notre terre !